

## **Mouvements protestataires et luttes populaires** **en France (1831-1968)**

La percée éditoriale des « histoires populaires » a rendu manifeste un intérêt renouvelé pour les formes passées de conflictualité. Faire entendre de la sorte la voix des dominés, dans leur diversité, et réévaluer leur poids dans les voies du changement voire de l'émancipation, devait permettre de renverser les modes d'écriture historique. C'était en tout cas fournir un cadre d'ensemble aux études qui, depuis une trentaine d'années, ont envisagé toute la vitalité et la pluralité de ces luttes, qu'elles qu'en aient été l'intensité – de l'insubordination à l'insurrection. Des mobilisations négligées (frumentaires, forestières, luddites, xénophobes, contre la conscription ou contre la vie chère) ont ainsi pris toute leur place dans le récit des mouvements sociaux, à mesure que s'affaiblissait le prisme ouvrier et que des historiens remontaient en amont dans la généalogie de certains des « nouveaux mouvements sociaux » mis en évidence à partir des années 1970.

Il ne s'agit cependant pas de remplacer les uns par les autres. Les grèves et les manifestations, la France des métallos et des cheminots, des dockers et des mineurs, les 1<sup>er</sup> mai et les grandes dates de l'histoire sociale (1831-1834, 1848, 1869-1871, 1891-1892, 1906-1910, 1919-1920, 1936, 1947-1948, 1953, ou 1963, et bien sûr 1968), restent au cœur d'un programme portant sur les mouvements protestataires et sur les luttes populaires. Mais l'élargissement du champ qu'impliquent ces termes est susceptible de mieux rendre compte des dynamiques à l'œuvre durant la période. D'abord, en rappelant l'importance des paysans ou en levant l'exclusion pesant sur les mobilisations contre-révolutionnaires ou réactionnaires, et en tout cas catholiques. Ensuite, en incitant à relire des épisodes tels que les mutineries de 1917 et la Résistance comme des mouvements sociaux, ou en restituant la complexité de moments qui ont pu être réduits à une interprétation exclusive; à cet égard, l'activité scientifique de l'an dernier souligne que, sur le plan historiographique, la Commune n'est pas morte. Enfin et surtout, ce foisonnement appelle à ne pas se borner à la chronique descriptive et exhaustive d'une myriade de mobilisations mais à interroger frontalement certaines des problématiques centrales des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles (souveraineté populaire et démocratie en actes, politisation populaire, autonomisation des groupes sociaux, force publique et violence populaire).

Au-delà de la lettre des revendications, et par-delà l'aspiration commune pour la dignité, et la justice, ce sont bien des formes de participation alternative qui se nouent et se jouent en effet dans ces mobilisations, en conflit ou en complémentarité avec la construction d'un ordre républicain et démocratique. Ne se satisfaisant pas de cette ouverture du politique, elles entendent aussi infléchir l'économique, le social et même le culturel. Il faut alors resserrer l'échelle et porter l'attention sur les gestes et les mots des acteurs en lutte. Cela permet notamment d'identifier les femmes et les rapports de genre au sein des mouvements. Cette histoire est aussi celle de savoir-faire et de formes – banquets et bagarres, chants et charivaris, marches et manifestations, signes exhibés et symboles vandalisés – qui se réemploient et se réinventent, au gré des contextes et des dispositifs répressifs. Le degré d'organisation n'est pas la seule garantie du succès. Moins lisibles et moins linéaires que ne les avaient naguère modélisés Charles Tilly (local / national, réactif / pro-actif, etc.), les répertoires contestataires qui se combinent ainsi ont pour premier effet de manifester l'intervention du peuple.

En effet, ce qui fait le peuple, c'est aussi la mobilisation, et les pratiques de souveraineté qu'elles font vivre collectivement et individuellement. À l'inverse, les rassemblements et les désordres qui les accompagnent permettent aussi de disqualifier ce peuple en marche en tant que populace émotive ou foule émeutière. À la mémoire vive de la Révolution s'oppose tout un imaginaire en repoussoir, la prise d'armes annonce la guerre civile, le citoyen-combattant doit se muer en citoyen-électeur, la culture de résistance ne serait qu'esprit d'insoumission, et la démocratie turbulente s'exprimant pour défendre sa vision et ses savoirs endogènes est dénaturée en utopies brouillonnes et dangereuses. Guerre des mots et des images. L'affrontement pour la représentation du peuple en lutte a toute sa part dans cette histoire : « barbares » en 1831, « jacquerie » de décembre 1851, poussées de « peur des rouges » au XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi une littérature plus empathique, défendant non sans ambiguïté les combats du peuple, à l'instar d'un Zola ou d'Eugène Le Roy, son contemporain. C'est dire que la définition du peuple et du populaire constitue l'enjeu même des luttes. L'apprentissage du maintien de l'ordre, la diffusion des disciplines dans la société, le processus de civilité électorale, ainsi que les négociations, les interventions du législateur, l'intégration de pans entiers d'exclus, sont à connaître car on ne saurait étudier les mobilisations de façon unilatérale.

Ce programme s'ouvre en 1831, temps de désenchantement et d'affrontements après les Trois Glorieuses mais aussi et surtout année de l'insurrection des Canuts, moment essentiel pour la prise de conscience d'une question sociale. La période à étudier court jusqu'au moment 68 – inclus –, séquence qui a fait l'objet de renouvellements de grande ampleur, mettant plus que jamais en évidence sa dimension protestataire et populaire, tout en étant porteuse d'une recomposition des contestations, des appartenances militantes et des visées des mobilisations, affranchies de la perspective de conquête et d'exercice du pouvoir. Parce que la France des années 1830-1960 est une puissance coloniale, les candidats ne sauraient méconnaître les mobilisations spécifiques ou non qui s'y déploient, en tout cas pour les départements algériens à partir de 1848 et d'outre-mer après 1946 (Guadeloupe, Guyane, Martinique – on pense ainsi aux émeutes de décembre 1959 –, La Réunion). Par ailleurs, cette France protestataire est largement ouverte aux influences extérieures, bien au-delà des internationalismes, et certaines causes internationales (la Pologne, l'Espagne, la Corée ou le Vietnam) suscitent des mobilisations; enfin, les étrangers en France sont l'une des composantes de ce peuple protestataire.

### Orientation bibliographique :

\* Gérard Noiriel (né en 1950) : Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours, Agone, Marseille, 2018, 816 pp.

\* Michel Pigenet (né en 1948) et Danielle Tartakowsky (née en 1947) (dir.) : Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours, La Découverte, 2014, 800 pp.

\* Gérard Vindt : Les Français en révolte, Gründ, 2014, 144 pp.

\* Michelle Zancarini-Fournel (née en 1947) : Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours, La Découverte, 2017, 996 pp.